

Burundi : Que peut réellement accomplir Yoweri Museveni en 24 heures ?

RFI, 14-07-2015 Burundi : que peut-on attendre du nouveau médiateur Yoweri Museveni? Le président Museveni, désigné le 6 juillet comme nouveau médiateur lors du dernier sommet de la communauté est-africaine à Dar es Salaam est arrivé ce mardi au Burundi. Une visite éclair de 24 heures, six jours de la présidentielle contestée. L'opposition a dénoncé et rejeté les résolutions de ce sommet jugé trop favorable au président Nkurunziza. Le camp présidentiel avait salué. Que faut-il attendre du chef de l'Etat ougandais ? [Photo : Museveni (centre) à son arrivée à Bujumbura, à ses côtés le président Pierre Nkurunziza (droite)]

Que peut réellement accomplir Yoweri Museveni en 24 heures ? Difficile à dire. Même son programme n'a rien d'arrêté. La communauté est-africaine a prévu une série de rendez-vous : rencontre avec les anciens chefs d'Etat, les partis politiques et les leaders religieux. Mais il peut les changer selon ses souhaits, explique un officiel est-africain. Une chose est sûre, le président Nkurunziza doit accueillir son homologue ougandais à l'aéroport. Un premier tête-à-tête qui devrait être suivi d'un deuxième avant son départ du pays mercredi, selon la présidence burundaise. Pour le reste, les acteurs politiques burundais semblent plutôt perplexes. Du côté du parti au pouvoir comme de l'opposition, on dit attendre de savoir quel est son message. La présidentielle est officiellement prévue pour le 21 juillet, dans tout juste une semaine. Le dernier sommet de Dar es Salaam prévoyait un report pour le 30 juillet. « C'était une recommandation et pas une injonction. Il fallait que le président du Burundi respecte sa Constitution », explique Willy Nyamitwe, conseiller en communication du président et directeur de campagne du CNDD-FDD, le parti au pouvoir. C'est grave, réplique l'opposition. L'opposition compte demander au chef d'Etat ougandais de revenir aux recommandations et à la feuille de route de l'Union africaine : dialogue sans sujets tabous, y compris sur le troisième mandat, définition d'une date consensuelle pour de nouvelles élections. L'opposition va donc rencontrer le président Yoweri Museveni. L'ancien Ngendakumana, président de l'Alliance démocratique pour le changement (ADC), explique pourquoi : « Nous allons le rencontrer, nous allons écouter son message parce que nous ne connaissons pas jusqu'à maintenant l'ordre du jour, indique-t-il. Nous allons écouter et nous allons lui présenter la situation qui prévaut dans ce pays. Et nous allons également lui présenter notre position. Nous attendons beaucoup de Museveni, non pas en tant que facilitateur, mais comme garant de l'accord d'Arusha puisque c'est lui qui était président de l'initiative régionale pour l'accord. Donc on attend son soutien pour défendre l'accord d'Arusha. » Le camp présidentiel souhaite de son côté convaincre la même opposition de participer aux scrutins à venir et d'accepter les résultats passés. « Nous attendons de cette visite qu'il parvienne à convaincre le reste de l'opposition radicale, qui veut pratiquer la politique de chaise vide, que pour arriver au pouvoir il faut passer par la voie des urnes. », déclare Willy Nyamitwe, conseiller en communication du président burundais et directeur de campagne du CNDD-FDD.